

Cartographie du mouvement de justice sociale en Afrique
de l'Ouest Francophone et au Cameroun: Revendications et
Perceptions sur la question LGBTQ

Août 2014



Cartographie du mouvement de justice sociale en Afrique de l'Ouest Francophone et au Cameroun: Revendications et Perceptions sur la question LGBTQ

Auteur: Simon Kaboré

2014 Queer African Youth Networking Center (QAYN) est un partisan du partage d'information gratuit et comme tel, permet la reproduction ou l'utilisation de ce rapport à des fins non commerciales sous n'importe quel format à condition de créditer son auteur et QAYN.

Ce rapport est disponible en Français

Publié par:



04 BP 511 Ouagadougou 04
Burkina Faso
Contact: contact@qayn-center.org
Site Internet: www.qayn-center.org

Auteur: Simon Kaboré
Editeur: Stéphane Simporé
Mise en page: Mariam Armisen

Remerciements

Nous tenons à présenter nos vifs remerciements à toutes les organisations ayant accepté de participer à cette enquête dans les pays cibles, aux personnes ressources qui ont contribué à la mobilisation autour de l'enquête et favoriser l'accès à des informations pertinentes. Nous remercions et félicitons particulièrement les enquêteurs points focaux qui ont fait les enquêtes dans les différents pays. Nous nommons : Crédo Ahodi (Bénin), Sény SODRE (Burkina Faso), Ngangué Pegguy (Cameroun), Alain SOMIAN (Côte d'Ivoire), Richard S. Bangoura (Guinée), Kouyaté Ousmane (Sénégal), Anita Eklou (Togo).

Notre profonde gratitude va à Mr. Simon Kaboré, Consultant qui a dirigé ce projet et a rédigé le présent rapport.

Un grand remerciement à Stéphane Simporé, chargé de programme de QAYN, pour sa coordination du projet.

Avec le soutien financier de:



FOUNDATION FOR
A JUST SOCIETY

Table des matières

Sigles et abréviations	5
Liste des tableaux	6
1. Contexte et Justification	7
2. Rappel des définitions des concepts et objectifs de l'enquête	7
2.1. Définitions des concepts	8
2.2. Les objectifs.....	9
3. Méthodologie de l'analyse	10
3.1. Méthodologie utilisée	10
3.2. Difficultés rencontrées	10
3.3. Limites	10
4. Résultat de l'enquête	11
4.1. Historique des mouvements de justice sociale en Afrique	11
4.2. Un aperçu des acteurs de revendications de justice sociale dans les pays enquêtés	11
4.2.1. Les acteurs sous régionaux	11
4.2.2. Les acteurs nationaux de revendication de justice sociale	15
4.2.2.1. Acteurs du Bénin	15
4.2.2.2. Acteur du Burkina Faso	16
4.2.2.3. Acteurs de la Côte d'Ivoire	16
4.2.2.4. Acteurs de la Guinée	17
4.2.2.5. Acteurs du Sénégal	17
4.2.2.6. Acteurs du Togo	18
4.2.2.7. Acteurs du Cameroun	19
4.2.3. Analyse des liens entre les acteurs nationaux et régionaux	19
4.3. Les acteurs de revendication de justice sociale et les droits des LGBTQ	21
4.3.1. La vision d'un monde de justice sociale pour les acteurs de revendication	21
4.3.1.1. Les problématiques objets des revendications	21
4.3.1.2. Les bénéficiaires des revendications	22
4.3.2. Les revendications des personnes LGBTQ.....	22
4.3.3. Points de vue des acteurs sur les droits des LGBTQ	25
4.3.4. Revendications des LGBTQ versus revendications des autres acteurs	25
4.4. Les conclusions de l'enquête	26
5. Recommandations	27
6. Conclusions	28

Sigles et Abréviations

CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFRONG	Collectif des Fédérations et Réseaux d'ONG du Bénin
CONGAD	Conseil des ONG d'Appui au Développement
FONGDD	Forum des ONG de Développement Durable
FONGTO	Fédération des ONG au Togo
FOSCAO	Forum de la Société civile d'Afrique de l'Ouest
HSH	Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes
LGBTQ	Lesbiennes, Gays, Bisexuel-le-s, Transgenre et Queer
OBC	Organisation à Base Communautaire
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
QAYN	Queer African Youth Networking Center
REPAOC	Réseau des Plateformes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre
SPONG	Secrétariat Permanent des ONG
WACSI	West African Civil Society Institut

Liste des tableaux

Tableau 1	Membres du REPAOC dans les pays cibles de l'analyse	12
Tableau 2	Les membres du mouvement FIDH dans les pays cibles de l'analyse	13
Tableau 3	Représentation des GERDES nationaux dans les pays cibles de l'analyse.....	14
Tableau 4	Les bénéficiaires par thématique de revendications	22
Tableau 5	Les revendications des LGBTQ liées aux droits civils	23
Tableau 6	Les revendications des LGBTQ liées aux droits civils	24

1

Contexte et Justification

La situation des droits des lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres et queer (LGBTQ) demeure, à l'instar de toute l'Afrique, très préoccupante en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les personnes LGBTQ subissent des formes diverses de discrimination et de privation de droits fondamentaux simplement dues à leur orientation sexuelle réelle ou perçue et/ou à leur identité du genre « non conventionnelle ». L'environnement juridique en ce qui concerne les personnes LGBTQ en Afrique de l'Ouest est une combinaison de lois draconiennes d'un côté et de silence juridique de l'autre. Les personnes LGBTQ sont ainsi victimes d'exclusions sociales, d'emprisonnement arbitraire y compris de multiples injustices caractérisées par de nombreuses privations de leurs droits, même les plus élémentaires.

Le continent africain est actuellement traversé par plusieurs courants de revendications pour plus de justice sociale. Parmi ces revendications, figurent principalement la démocratie, la bonne gouvernance, le libre-échange, la lutte contre la pauvreté, l'accès aux soins de santé, la lutte contre les inégalités dans leur ensemble. Ils auraient pu être une opportunité pour renforcer l'égalité de droits des personnes LGBTQ. Mais jusqu'à présent, les droits des personnes LGBTQ ne sont pas spécifiquement et explicitement inscrits dans les revendications de ces mouvements sociaux. Pire, ils y sont souvent expressément exclus. Les différentes violations des droits des personnes LGBTQ se font souvent sous les yeux indifférents, et même souvent consentants des acteurs de revendications de justice sociale en Afrique. Pourtant les revendications de justice sociale, doivent prendre en compte tous les problèmes fondamentaux d'injustices sociales dans toutes ces dimensions, y compris les vulnérabilités autant économiques que sociales, l'exclusion et la marginalisation de toute catégorie de personne. Ce paradoxe doit alors être inversé, afin que les droits LGBTQ soient reconnus comme une exigence légitime et indissociable d'une justice sociale équitable, et non à deux vitesses, en Afrique.

Des efforts doivent ainsi être faits pour une adhésion des acteurs de revendication de justice sociale à la cause LGBTQ et une prise en compte de leurs préoccupations dans les Dans cette dynamique, il s'avère nécessaire d'établir une base de données des différents acteurs et groupes œuvrant dans ce secteur, ainsi de comprendre leurs points de vue sur la thématique de l'homosexualité en Afrique de l'Ouest et au Cameroun et les revendications de justice sociale des acteurs LGBTQ.

Le Réseau des Jeunes LGBTQ d'Afrique de l'Ouest, [The Queer African Youth Networking Center (QAYN)] a été créé en 2010 dans le but de mettre en place un vaste réseau de soutien en vue de promouvoir la sécurité et le bien-être des jeunes lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres, et queer en Afrique de l'Ouest. QAYN dont le siège est basé à Ouagadougou au Burkina Faso, a pour vision stratégique, de mettre l'accent sur un engagement collectif des acteurs LGBTQ et de la société civile qui ont une compréhension commune des inégalités sociales et une vision similaire d'un changement culturel basé sur les principes d'égalité et du respect de la dignité humaine. Dans le but de réaliser cette vision, et identifier ces partenaires potentiels, QAYN voudra bénéficier d'une vue d'ensemble des différents acteurs et groupes des mouvements de justice sociale et leurs revendications, d'où la nécessité d'établir une cartographie des mouvements de la justice sociale en Afrique de l'Ouest Francophone et au Cameroun.

Afin d'atteindre cet objectif, QAYN, avec l'appui technique d'un consultant et des points focaux au Bénin, Burkina Faso, Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal, a entrepris une enquête afin d'identifier les organisations du mouvement de justice sociale dans ces pays.

Définitions des concepts et objectifs de l'enquête

2

2.1. Définitions des concepts

Les définitions suivantes ont été utilisées dans le cadre de l'élaboration de la présente cartographie:

La justice sociale

La **justice sociale** désigne une égalité des droits et appel à la solidarité collective. Elle est essentiellement une projection vers une société plus juste, en partant du principe qu'il y a toujours des injustices, elle s'inscrit comme une démarche allant vers plus de progressisme. Les actions ayant pour objectif la justice sociale visent à donner à chacun les mêmes chances de réussite tout au long de leur vie, on parle alors parfois d'«égalité des chances».

Les revendications de justice sociale

Les revendications concernant la justice sociale sont celles qui demandent l'accès de tous aux mêmes droits, notamment:

- Les **droits du travail**, notamment des conditions d'emploi équitables, la protection contre le travail forcé ou obligatoire, ainsi que la possibilité de se syndiquer ou de former des syndicats.
- Le **droit à l'éducation**, et notamment à une éducation primaire gratuite et obligatoire. L'éducation doit en outre être suffisamment disponible, accessible, acceptable et adaptée aux personnes concernées.
- Les **droits culturels** des minorités et des peuples autochtones.
- Le **droit à la santé**, qui est le droit au meilleur état de santé physique et mentale possible, et qui implique que l'individu dispose de conditions de vie saines et ait accès à des soins de santé adéquats.
- Le **droit à un logement adéquat**, y compris la sécurité légale de l'occupation et la protection contre les expulsions forcées; le logement doit en outre être abordable, habitable, correctement situé et acceptable.
- Le **droit à une nourriture suffisante**, qui signifie notamment

ne plus souffrir de la faim et avoir accès ou pouvoir accéder à une alimentation adéquate d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

- Le **droit à l'eau**, qui couvre, entre autres, la possibilité d'accéder (physiquement et économiquement) à une eau salubre en quantité suffisante, ainsi qu'à des dispositifs d'assainissement adéquats.
- Le **droit à la terre** qui reconnaît le droit des peuples à la libre disposition de leurs richesses et ressources naturelles et à la récupération de leurs biens ou l'indemnisation en cas de spoliation.
- Le **droit de libre circulation** est le droit de tout individu, exceptées, entre autres, pour les personnes sous le statut de mineur, de se déplacer seul et librement dans un pays, de quitter celui-ci et d'y revenir.

Les acteurs de revendications de justice sociale

Les acteurs de revendications de justice sociale sont des personnes physiques ou morales qui ont en commun la recherche d'un traitement honnête et équitable pour chaque individu et chaque groupe social qu'elles représentent, ainsi qu'une meilleure répartition des richesses communes.

Il peut s'agir d'individus, d'organisations qui demandent par exemples des programmes de logements sociaux ou qui luttent, contre la violence faite aux femmes, contre la pauvreté, le racisme ou la discrimination ou encore pour l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation.

Dans le présent document, nous utiliserons invariablement «acteurs de revendications de justice sociale» et «société civile» qui doivent être appréhendés comme un ensemble citoyens sans fonctions politiques officielles, agissant individuellement ou en groupes et dont l'activité est essentiellement apolitique, à but non lucratif et bénévole¹.

¹ Société civile et résolution des conflits en Afrique de l'ouest, Anatole AYISSI, p5

2.2. Les objectifs

L'objectif général de cette cartographie est de recueillir les informations sur les acteurs et groupes des mouvements de justice sociale, leurs revendications et leur point de vue sur les revendications des acteurs LGBTQ.

Les objectifs spécifiques sont de:

- Recenser toutes les revendications des mouvements de justice sociale;
- Identifier et recenser dans les pays cibles, les associations et OBC les plus influentes qui travaillent sur ces revendications;
- Recenser les points de vue de ces acteurs et groupes sur les revendications des acteurs LGBTQ en Afrique;
- Analyser ces revendications en identifiant les interrelations avec les revendications du mouvement LGBTQ

3

Méthodologie de l'analyse

3.1. Méthodologie utilisée

Le consultant s'est appuyé dans un premier temps sur des activités de recherche en ligne pour cerner la configuration générale des revendications et de leurs porteurs en Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Cela a permis d'établir des listes de référence par pays et un questionnaire semi-directif qui a été administré aux enquêtés par des enquêteurs et enquêtrices recruté-e-s au niveau de chaque pays, soit au Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée et Sénégal.

Les fiches d'enquêtes ont été retournées au consultant qui a procédé à une analyse qualitative des données.

3.2. Difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée a été la réticence des acteurs et organisations à participer à l'enquête. Plusieurs stratégies et raisons ont été évoquées par un grand nombre d'acteurs pour ne pas donner suite à la sollicitation des enquêteurs et enquêtrices. Toutefois, la conception du questionnaire avait anticipée sur cette difficulté et avait privilégié des intitulés ménageant les sensibilités. Cela a sans doute permis l'obtention d'une participation assez appréciable.

L'autre difficulté rencontrée a été le fait que le travail a été réalisé à distance et n'a pas permis une formation adéquate des enquêteurs et enquêtrices sur les concepts et le plan de collecte des données. Un document de définition des concepts a été élaboré à leur destination et une stratégie d'assistance continue en ligne a été mise en place par le consultant pour corriger à temps les éventuelles insuffisances.

3.3. Limites

Compte tenu des difficultés citées ci-dessus, la cartographie qui sera présentée ici n'est pas exhaustive, encore moins l'unique possibilité. Elle concernera surtout les revendications et les acteurs visibles sur le réseau internet et/ou qui ont été accessibles aux enquêteurs et enquêtrices au niveau des pays.

En Afrique de l'Ouest, comme partout ailleurs, les contours de la société civile au sein de la communauté politique globale demeurent imprécis. Mais quelque soit la définition qu'on lui donne, elle demeure l'acteur par excellence des revendications pour une société plus juste. Toutefois, la complexité de sa définition rend autant plus complexe l'analyse de son historique et son organisation (cartographie) actuelle. La présente analyse ayant plus pour objectif d'être plus opérationnelle qu'anthropologique, nous nous concentrerons sur les événements les plus historiques et les acteurs les plus visibles et les plus influents pour tenter de montrer l'évolution de la société civile en Afrique de l'Ouest et son architecture actuelle.

4.1. Historique des mouvements de justice sociale en Afrique

Plusieurs sources situent l'émergence de la société civile en Afrique de l'Ouest dans les années 1980, avec un renforcement de ses assises dans la décennie suivante. Avant cette période, il existait bien plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) laïques, mais surtout religieuses, intervenant dans la région principalement dans le cadre humanitaire. Ces organisations n'interféraient que très rarement sur les débats politiques et les revendications.

L'émergence des organisations nationales revendicatrices s'expliquerait par l'échec aussi bien politique qu'économique de l'Etat postcolonial autoritaire. Contrairement à qu'il prétendait, cet Etat n'a pas su réalisé ni l'unité nationale, ni le développement économique. Pire encore, il s'est progressivement avéré dans l'incapacité d'assumer ses fonctions économiques et politiques les plus élémentaires, y compris dans les domaines régaliens. C'est qui a expliqué la mise sous ajustement structurel de la quasi-totalité des États subsahariens, à la fin des années 80. La principale cause de l'échec de l'Etat ayant été la mauvaise gouvernance, la société civile a été promue par les bailleurs de fonds internationaux et les ONG comme le contre-pouvoir parfait de l'État autoritaire et mauvais gestionnaire.

Le souffle du vent de démocratisation dans les années 90 va renforcer davantage le rôle des acteurs de la société civile, dans un contexte marqué par la faillite des dictatures de développement postcoloniales, la fragilité structurelle des parties politiques insuffisamment remis de trente ans d'autoritarisme, la rareté des vraies alternances politiques et, surtout, l'avortement de maintes transitions (Togo, Congo, Kenya, Gabon, Guinée, Zimbabwe, etc.). C'est au cours de cette période que la société civile s'est le plus institutionnalisée et parfois « politisée », avec en ligne de mire la conquête citoyenne du maximum d'espace de libertés individuelles et collectives, le respect des droits humains, ainsi que le droit de participer à la gestion de la chose publique.

Sur le plan social, la société civile à engranger de nombreux acquis notamment en matière des droits de la femme (accès à l'emploi avec une juste rémunération, lutte contre les mutilations génitales, éducation des jeunes filles, abolition du mariage forcé, etc.), la protection du droit de propriété des populations autochtones et encore récemment le commerce équitable. Ce dernier domaine, ainsi que la gestion des conflits pré et post électoraux sont les domaines dans lesquels s'investissent de plus en plus les acteurs de revendication de justice sociale. Il mérite toutefois qu'il leur soit rappelé que certains droits sociaux, qui semblent acquis, ne le sont pas pour toutes les catégories de la population.

4.2. Un aperçu des acteurs de revendications de justice sociale dans les pays enquêtés

4.2.1. Les acteurs sous régionaux

En Afrique de l'Ouest et du Centre, les acteurs de revendications de justice sociale se manifestent généralement à travers des réseaux, des coalitions ou des plateformes regroupant eux-mêmes des structures faitières nationales, tel que c'est le cas du FOSCAO, du REPAOC ou ROADDH. D'autres sont par contre des déclinaisons de mouvements internationaux tels qu'Amnesty International ou la FIDH.

Ces regroupements ou mouvements sont souvent appuyés par des programmes sous régionaux de renforcement de capacité financés par des bailleurs occidentaux tels que l'Union Européenne, la Fondation Ford, l'ONG OSIWA, etc.

• Le FOSCAO

L'organisation la plus représentée dans tous les 15 Etats de l'Afrique de l'Ouest, est le Forum de la Société Civile de l'Afrique

de l'Ouest (FOSCAO)². Il a un statut d'observateur auprès de la CEDEAO et est représenté dans chaque pays par une coordination nationale.

Le FOSCAO a pour vision une société civile qui est bien organisée et dynamique, bien outillée qui participe d'une manière efficiente à l'édification d'une Afrique de l'Ouest stable, prospère, caractérisée par la démocratie, les droits de l'homme, la bonne gouvernance, la prospérité et la justice sociale. Les domaines d'interventions du Forum sont: la sécurité humaine, l'éducation, la santé, la démocratie, les droits humains, le genre, l'égalité et la résolution des conflits.

• Le WACSI

L'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI), qui a été fondé par l'Initiative de la Société Ouverte de l'Afrique de l'Ouest en 2005, participe au renforcement des capacités de la société civile de la sous-région. Il a pour vision la consolidation des organisations de la société civile dans leur rôle de partenaires stratégiques pour la promotion de la démocratie, la bonne gouvernance et le développement national dans la sous-région.

Le WACSI collabore avec le FOSCAO pour organiser l'évènement sous-régional qui se présente comme le cadre le plus important de concertation des acteurs de revendications de justice sociale en Afrique de l'Ouest: la Conférence annuelle de la société civile Ouest africaine.

2 <http://www.wacsof.net/french>

La Conférence a pour but d'œuvrer de manière constructive avec les Etats et les gouvernements pour réaliser une Afrique de l'Ouest où règne la paix, l'intégration économique et le développement humain.

• Le REPAOC

En plus de ces deux organisations importantes, il y a également le Réseau des Plateformes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)³, créé en 2006, lors du Forum Social de Bamako (Mali), qui regroupe 10 plates-formes nationales d'ONG, représentant au total plus de 800 ONG locales, nationales et internationales agissant quotidiennement sur le terrain auprès des populations les plus marginalisées. Le REPAOC entend œuvrer collectivement dans la lutte contre la pauvreté et la promotion des droits de l'Homme au niveau régional et international dans un contexte d'accroissement des inégalités Nord-Sud mais également Sud-Sud.

Parmi les pays objets de l'étude, le REPAOC est présent au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée Conakry, au Sénégal et au Togo.

3 <http://www.repaoc.org/index.php?lang=fr>

Tableau 1: Membres du REPAOC dans les pays cibles de l'analyse

Pays	Adresses
Bénin	Collectif des Fédérations et Réseaux d'ONG du Bénin (CFRONG) Tél. : (+229) 9596 1644 E-mail : cfrong_benin@yahoo.fr
Burkina Faso	Le Secrétariat Permanent des ONG (SPONG) Tél. : (+226) 5043 1662 E-mail : spong.ouaga@yahoo.fr Site web: www.spong.bf
Guinée (Conakry)	Le Forum des ONG de Développement Durable (FONGDD) Tél. : (+224) 6829 6483 E-mail. : forumguinee96@yahoo.fr
Sénégal	Le Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD) Tél. : (+221) 33 827 5490 E-mail : congad@orange.sn Site web: www.congad.org
Togo	La Fédération des ONG au Togo (FONGTO) Tél. : (+228) 22 21 87 43 E-mail : fongtogo@yahoo.fr

• **Le mouvement FIDH**

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) regroupe 178 organisations nationales à travers le monde dont une quarantaine en Afrique. Elle est représentée au niveau de tous les pays d'Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Son objectif principal est de renforcer l'interaction et la proximité avec ses organisations membres et partenaires, pour promouvoir les droits de l'homme.

Tableau 2: Membres du mouvement FIDH dans les pays cibles de l'analyse

Pays	Organisation et adresses
Bénin	<p>La Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme au Bénin (LDDHB)</p> <p>Président Mr Julien TOGBADIA BP 2716, Cotonou – BENIN Tel : (+229) 21 33 21 93, (+229) 977 616 86 Fax : (+229) 21 33 26 01 E-mail : ldhbenin@yahoo.fr</p>
Burkina Faso	<p>Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)</p> <p>01 BP 2055 Ouagadougou 01 – Burkina Faso Tel : (+226) 50355771 / (+226) 50355771 E-mail : mbdhp@cenatrin.bf Site web : www.mbdhp.net</p>
Cameroun	<p>Maison des Droits de l'Homme du Cameroun (MDHC)</p> <p>Président Maxime BISSAY Boulevard de la Réunification - Feux-Rouges Bessenguè, Azicul Building - 2ème étage. BP : 3026 Douala – Cameroun Tel : (+237) 33 40 42 96 / (+237) 99 85 14 71 Fax : (+237) 33 40 42 96 E-mail: bismax75@yahoo.com</p>
Côte d'Ivoire	<p>Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH)</p> <p>Président Mr Doumbia Yacouba B.P 385 Abidjan 28 – Côte d'Ivoire Tel : (+225) 05 88 97 74 / (+225) 22 41 06 61 Fax : (+225) 22417485 E-mail : d_yacouba@yahoo.fr / siege_midh@yahoo.fr / siege@midhci.org</p> <p>Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO)</p> <p>Président Mr Pierre Adjoumani Kouamé 08 BP 2056 Abidjan 08 – Côte d'Ivoire Tel : (+225) 22 44 35 01 Fax : (+225) 22 44 39 15 E-mail : lidhosiege@yahoo.fr / infos@lidho.org</p>
Guinée (Conakry)	<p>Organisation Guinéenne de défense des Droits de l'Homme et du citoyen (OGDH)</p> <p>President Mr Thierno Maadjou Sow B.P : 2476, Conakry – Guinée Tel : (+224) 664 23 97 71, (+224) 68 39 97 85 E-mail : ogdh2004@yahoo.fr</p>

Pays	Organisation et adresses
Sénégal	<p>1. Organisation Internationale des Droits de l'Homme (ONDH) Président Mr Djibril Badiane B.P. : 22937 DAKAR (Sénégal) Tel : (+221) 33 822 28 00 Fax : (+221) 823 60 87 E-mail : aabadiane@yahoo.fr</p> <p>2. Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) Président Mr Aboubacry Mbodji BP : 15 246 Dakar-Fann, Sénégal Tel : (+221) 33 865 00 30, (+221) 77 740 86 83, (+221) 77 647 35 21 Fax : (+221) 33 824 60 52</p>
Togo	Ligue Togolaise des Droits de l'Homme President Mr Raphaël Kpandé-Adzare 315, Rue Békpo (Tokoin Ouest), Lomé – Togo Tel : (+228) 22 20 70 86 / (+228) 90 76 53 16 Fax : (+228) 22 20 70 86 E-mail : ltdh@tg.refer.org, raphae77@gmail.com

• **GERDDES Afrique**

Le GERDDES-Afrique (Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social) est une organisation qui milite pour la promotion de la démocratie et la défense des droits de l'Homme en Afrique. Il est représenté dans 32 pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre, de l'Est et du Sud à travers des GERDDES Nationaux. Les contacts des représentations nationales dans les pays cibles de l'enquête sont les suivants:

Tableau 3: Représentation des GERDDES nationaux dans les pays cibles de l'analyse

Pays	Organisations et adresses
Bénin	01 BP: 1258 CP, Cotonou, Bénin Tel : (+229) 21 30 92 68 Fax : (+229) 30 92 73
Burkina Faso	01 BP: 584 Ouagadougou 01, Burkina Faso Tél : (+226) 31 45 77 / (+226) 33 27 05 (B) 33 40 36 Fax : (+226) 31 45 79
Cameroun	BP: 8089 Yaoundé, Cameroun Tél : (+237) 21 29 96 21 41 32 Fax : (+237) 21 52 74
Côte d'Ivoire	08 BP : 2443 Abidjan, Côte d'Ivoire Tél : (+225) 37 16 80 Fax : (+225) 37 97 93
Guinée (Conakry)	BP : 1874, Conakry, Guinée Tél : (+224) 44 67 57 44 67 59 Fax : (+224) 46 50 66/41 54 36
Sénégal	64, rue Carnot, Immeuble David Diop s/c Aliou GADIO BP : 10870, Dakar, Sénégal
Togo	BP : 60167, Lomé, Togo Tél : (+228) 21 74 54 Fax : (+228) 21 82 11

• ROADDH

Le Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits de l'Homme (ROADDH) est un Réseau composé des coalitions des défenseurs des droits humains des différents pays de l'Afrique de l'Ouest. Sa mission principale est d'accroître la protection des défenseurs des droits humains dans les pays membres. Il est pour le moment représenté dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest dont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal qui sont les pays cibles de cette analyse.

4.2.2. Les acteurs nationaux de revendication de justice sociale

Au niveau national, les acteurs sont composés d'organisations membres formels de regroupements nationaux, sous régionaux ou internationaux. L'attention de la présente analyse s'est concentrée sur les organisations porteuses de revendications de justice sociale, mais non sur des organisations de la société civile menant des activités de prestations de service. Malgré cette restriction les acteurs présentés par pays ne sont pas exhaustifs.

4.2.2.1. Les acteurs du Bénin

Organisations	Adresses	Thématiques
Réseau des Journalistes Economiques d'Afrique de l'Ouest		- Liberté d'expression - Droits économiques - Lutte contre la corruption
Action des chrétiens pour l'abolition de la torture - Bénin (ACAT-Benin)	E-mail : acat_coordbnin@yahoo.fr	- Droits de l'homme - Lutte contre la torture
ATTAC Benin	Tél. (+229) 97 11 61 40 E-mail : attacbenin@gmail.com Site Internet : www.attacbenin.org	- Droits économique - Lutte contre la corruption - Développement durable
Mouvement pour la Solidarité des Minorités - love story (MSM-LS)	Tél. (+229) 97 89 10 66 / 95 48 40 08 Email : mignonely@yahoo.fr	- Droits des minorités
Association des Femmes Juristes du Bénin (AFJB)	04 BP 0331, Cotonou, Bénin Tel : (+229) 32 83 53 / (+229) 32 82 81 E-mail : afjb@intnet.bj / afjb.benin@intnet.bj Site : http://afjb.courantsdefemmes.org	- Droits de la femme - Démocratie
Coalition béninoise pour la Cour pénale internationale	01 BP 3536 Cotonou, Bénin Tel : (+229) 90 18 41 97 E-mail: national.coordinator@benincoalition-icc.org	- Droits de l'homme - Lutte contre l'impunité
Collectif des Fédérations et Réseaux d'ONG du Bénin (CFRONG)	Tél. : (+229) 9596 1644 E-mail: cfrong_benin@yahoo.fr	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres
La Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme au Bénin (LDDHB)	BP 2716, Cotonou, Bénin Tel : (+229) 21 33 21 93, (+229) 977 616 86 Fax : (+229) 21 33 26 01 E-mail : ldhbenin@yahoo.fr	- Droits de l'homme

4.2.2.2. Les acteurs du Burkina Faso

Organisations	Adresses	Thématiques
Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG)	01 BP 131 Ouagadougou 01, Burkina Faso. Tel : (+226) 50 47 35 66 E-mail : spong.ouaga@yahoo.fr Site web : www.spong.bf	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres
Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)	01 BP 2055 Ouagadougou, 01, Burkina Faso. Tel : (+226) 50355771 (+226) 50355771 E-mail : mbdhp@cenatrin.bf Site web : www.mbdhp.net	- Droits de l'homme - Démocratie
Association des Femmes Juristes du Burkina Faso	150, Avenue de l'UEMOA, Quartier Koulouba, Secteur 4 Ouagadougou, Burkina Faso. Tel : (+226) 50 33 53 07 E-mail : contact@afjbf.bf	- Droits de la femme - Démocratie
Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES Burkina)	02 BP 5301 Ouagadougou 02, Burkina Faso. Tel : (+226) 50305336 E-mail : gerddesburkina@yahoo.fr Site web : www.gerddesburkina.net	- Droits de l'homme - Démocratie
Centre de Suivi et d'Analyses Citoyens des Politiques Publiques (CDCAP)	06 BP : 10559 Ouagadougou 06, Burkina Faso Tel : (+226) 50365650 E-mail : cdcap.burkina@cdcap.org Site web : www.cedecap.bf	- Lutte contre la corruption - Gouvernance

4.2.2.3. Les acteurs du Cameroun

Organisations	Adresses	Thématiques
Maison des Droits de l'Homme du Cameroun (MDHC)	BP: 3026 Douala – Cameroun Tel : (+237) 33 40 42 96 / (+237) 99 85 14 71 Fax: (+237) 33 40 42 96, Email : bismax75@yahoo.com	- Droits de l'homme - Gouvernance
Cameroon Women in Leadership and Development (CAWOLED)	B.P: 202, Tel: (+237) 44 43 34 48 E-mail: cawoled@msn.com	- Droits de la femme - Développement durable
Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF)	BP: 2350 Cameroun Tel : (+237) 22 21 20 94 E-mail: alvsiège@yahoo.fr	- Droits de la femme
Fédération des Organisations de la Société Civile du Cameroun (FOSCAM)	BP : 2905 Yaoundé, Cameroun Tel: (+237) 231.91.43 E-mail: foscam@foscam.org	- Démocratie - Paix - Droits sociaux
Collectif des ONG Agréées du Cameroun	E-mail : collectifcongac@yahoo.fr	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres
Plate-Forme de la société civile sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels	Secrétaire Permanent du Réseau National des Habitants du Cameroun S/C BP 5268 Yaoundé Tél: (+237) 22 09 95 61 E-mail : rnhcrnhc@yahoo.fr / plateformedesccam@yahoo.fr Site web : www.rnhc.org www.plateformedesccam.org	- Lutte contre la corruption - Droits économiques et culturels - Gouvernance

4.2.2.4. Les acteurs de la Côte d'Ivoire

Organisations	Adresses	Thématiques
Forum des Organisation de la Société civile d'Afrique de l'Ouest Côte d'Ivoire (FOSCAO CI)	14 BP 904 Abidjan 14, Côte d'Ivoire. Tel.: (+225) 22415373 E-mail : wacsof.foscao_ci@yahoo.fr	- Démocratie - Paix - Droits sociaux
Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH) Côte d'Ivoire	Tel.: (+225) 22 41 06 61 / (+225) 22 41 64 44 GSM : (+225) 67 20 75 34 E-mail : midhinfos@midhci.org / siege_midh@yahoo.fr	- Droits de l'homme - Démocratie
Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO)	08 BP 2056 Abidjan 08, Côte d'Ivoire Tel: (+225) 22 44 35 01 / (+225) 22 44 39 15 E-mail : lidhosiege@yahoo.fr / infos@lidhoyahoo.fr Site web : www.lidho.org	- Droits de l'homme - Démocratie
Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI)	06 BP 2768 Abidjan 06, Côte d'Ivoire Tel : +(225) 22 44 61 10 E-mail : convention@societecivile-csci.org info@societecivilecotedivoire.org	- Démocratie - Développement durable - Résolution des conflits

4.2.2.5. Les acteurs du Sénégal

Organisations	Adresses	Thématiques
Conseil des ONG d'appui au développement (CONGAD)	Tel: (+221) 33 827 54 90 E-mail: congad@orange.sn	- Développement durable - Gouvernance
Réseau des plates-formes nationales D'ONG d'Afrique de l'ouest et du centre (REPAOC)	Tel: (+221) 33 827 76 46 E-mail : info@repaoc.org	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres
Rencontre africaine pour la défense des droits humains (RADDHO)	Tel: (+221) 33 863 00 30 / (+221) 33 863 00 31 E-mail: tineassistante@yahoo.fr raddho@telecomplus.sn	- Droits de l'homme - Gouvernance
Conseil des Organisations Non Gouvernementales (CONGAD)	Tél: (+221) 33 859 3959 Cell. : (+221) 774 500 490 E-Mail : congad@congad.org	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres

4.2.2.6. Les acteurs de la Guinée

Organisations	Adresses	Thématiques
Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE)	BP : 3768, Conakry, Guinée Tel: (+224) 662 37 08 53 E-mail: info@cecide.org Site web: http://www.cecide.org	- Droits économiques - Développement durable
Organisation Guinéenne de défense des Droits de l'Homme et du citoyen (OGDH)	B.P: 2476, Conakry, Guinée Tel : (+224) 664 23 97 71, (+224) 68 39 97 85 E-mail: ogdh2004@yahoo.fr	- Droits de l'homme - Gouvernance
Coordination guinéenne du Forum des Organisations de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO/ Guinée)		- Démocratie - Paix - Droits sociaux
Coalition guinéenne des Organisations des Droits de l'Homme		- Droits de l'homme - Gouvernance
Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSCG)	BP : 4001, Conakry, Guinée Tél: (+224 620 584 017 / 657 987 362 Email: socitetecivile2002@yahoo.fr	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres
Réseau Afrique jeunesse de Guinée (RAJGUI)	Email: alphado2003@yahoo.fr Tél: (+224) 628 375 599	- Démocratie
Association Guinéenne pour la Transparence (AGT)	Email: mtaran2@yahoo.fr Tél: (+224) 628 555 898	- Lutte contre la corruption - Gouvernance
Coalition nationale pour la défense des droits des femmes (CONAG-DSF)	Email : coalitionguinee@yahoo.fr Tél: (+224) 631 210 025	- Droits de la femme - Démocratie
Forum des ONG pour le Développement Durable	E-mail : forumguinee96@yahoo.fr	- Lutte contre la corruption - Développement durable

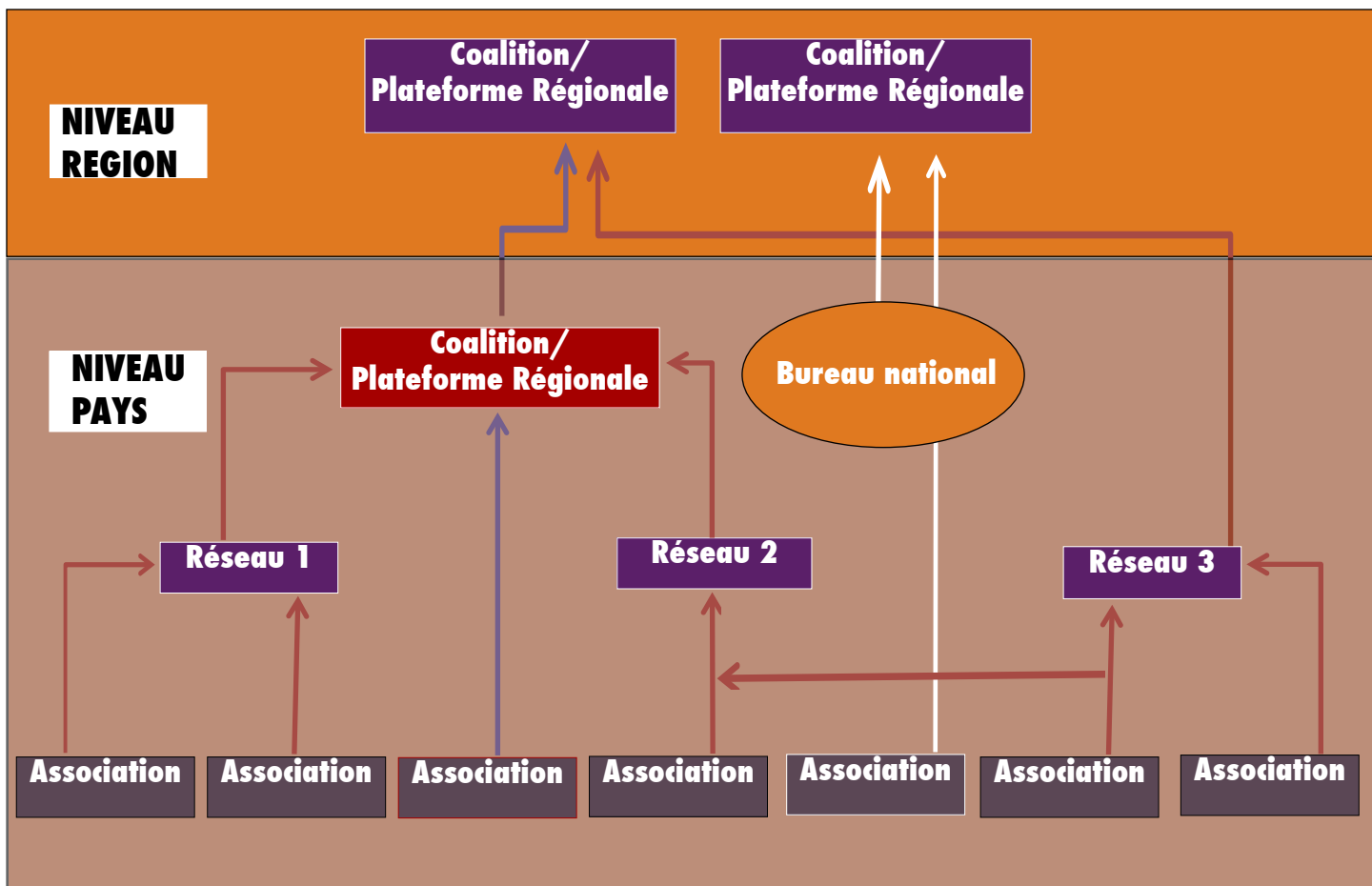
4.2.2.7. Les acteurs du Togo

Organisations	Adresses	Thématiques
Groupe d'Action et de Recherche en Environnement et Développement (GARED)	BP: 30562, Lomé, Togo Fax (+228) 21 09 15 E-mail : gared@togo-imet.com	- Environnement sain - Développement durable
Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT)	BP 1202 Lomé, Togo Tél: (+228) 2360084; (+228) 933 07 63 902/10 38 E-mail: cacitogo@gmail.com Site web: http://www.cacit.org	- Lutte contre la corruption - Droits de l'homme
Concertation Nationale de la Société Civile du Togo (CNSCT)	BP 81 527. Lomé, Togo Tél: (+228) 22 25 5556/ 90 81 28 15 E-mail: cnsctogo@yahoo.fr Web: www.cnsctogo.org	
Ligue Togolaise des Droits de l'Homme	Tel: (+228) 22 20 70 86 E-mail: ltdh@tg.refer.org	- Droits de l'homme - Démocratie
Union des Organisations Non Gouvernementales du Togo (UONGTO)	BP: 14066 Lomé, Togo Email: uongto_2000@yahoo.fr info.uongto@gmail.com	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres
Fédération des Organisations Non Gouvernementales au Togo (FONGT)	BP. 1176 Lomé, Togo Téléphone: (+228) 221 87 43 Télécopie: (+228) 221 16 05 E-Mail: fongtogo@yahoo.fr	- Renforcement des capacités - Toute thématique portée par ses membres

4.2.3. Analyse des liens entre les acteurs nationaux et régionaux

Les liens entre ces organisations nationales et les regroupements sous régionaux sont si complexes que la présente analyse ne pourra les décrire en détails. Comme précédemment dit, la complexité de la définition de la société civile, conjuguée avec sa diversité et ses libertés de regroupement rendent très difficile une description unique, bien structurée, assez exhaustive et fidèle à la réalité sur le terrain. Nous allons surtout nous essayer à une esquisse présentant cette complexité à travers la figure suivante:

Cela veut dire simplement qu'un réseau ou une association nationale peut se retrouver membre d'une coalition sous régionale, où il cohabite avec une coalition ou une plateforme nationale dans laquelle il est membre ou non. C'est cette réalité qui rend très problématique la description d'une cartographie lisible de l'ensemble des acteurs de revendication de la région.



Ainsi on pourrait dire que l'unité de départ de l'organisation de la société civile est l'association, qui regroupe généralement des personnes physiques. A ce niveau, ce sont généralement des activités de prestation de service qui sont menées: sensibilisation, actions de développement complémentaires aux interventions du gouvernement, fourniture de services.

Ces unités se regroupent par la suite en réseau pour des besoins de mobilisation des ressources en faveur de leurs activités, de coordination de leurs interventions dans le but d'avoir plus d'impact. C'est également à ce niveau qu'apparaissent de façon visible et institutionnelle les activités de plaidoyer et de revendications.

La floraison des réseaux finit par imposer la nécessité de mettre en place des formes de regroupement supérieures. Ainsi apparaissent des coalitions, des plateformes, etc. qui sont des cadres

de concertation et d'action orientés principalement vers le renforcement des capacités, les revendications et le plaidoyer. Dans le souci de s'adapter à la structuration des cibles, ces cadres de concertations se constituent non seulement au niveau national, mais également sous régional pour pouvoir toucher les décideurs au niveau des institutions d'intégration régionale. Il faut toutefois noter que la description hiérarchique entre les différents niveaux de structuration n'a pas dans la réalité une rigueur de logique d'appartenance. Cela veut dire simplement qu'un réseau ou une association nationale peut se retrouver membre d'une coalition sous régionale, où il cohabite avec une coalition ou une plateforme nationale dans laquelle il est membre ou non. C'est cette réalité qui rend très problématique la description d'une cartographie lisible de l'ensemble des acteurs de revendication de la région.

4.3. Les acteurs de revendication de justice sociale et les droits des LBGTQ

La recherche documentaire et la collecte des données ont montré de nombreuses similitudes entre les différents pays étudiés concernant les problématiques objets de revendications de justice sociale dans les pays cibles, ainsi que les points de vue de ces acteurs et groupes sur les revendications des acteurs LBGTQ en Afrique. Il a alors été procédé à une analyse transversale aux pays de ces deux aspects.

4.3.1. La vision d'un monde de justice sociale pour les acteurs de revendication

Les visions exprimées par tous les acteurs enquêtés dans tous les pays sont assez similaires, mais contiennent toutes un grain de richesse par rapport à une autre. Pour ces acteurs, un monde où la justice sociale est garantie de manière universelle est un monde où les richesses sont équitablement réparties et où les problèmes politiques, économiques et sociaux sont supportés par tous. Il s'agit d'un monde où les inégalités n'existent pas. Dans ce monde, tous les êtres humains ont accès à tous les services de base et sont réellement égaux. C'est un monde de paix, et d'harmonie, un monde plus juste, un monde où les droits humains sont respectés.

Ce monde est paisible, juste, exempt de violence, où les hommes et femmes sont traités de manière équitable, les lois tiennent compte des préoccupations nationales et légitimes des populations quelque soient leur niveau d'instruction, leur territoire et leur religion ou pratiques culturelles. Enfin c'est un monde dans lequel tous les citoyens sont égaux en droits et traités de manière équitable dans l'accès aux services sociaux de base, au pouvoir et aux ressources quels que soient leur couleur, leur âge, leur sexe, leur lieu d'habitation, leur orientation sexuelle, leur nombre, leur état de santé.

Il n'a été noté dans aucun pays, une vision particulière qui va dans le sens contraire de la vision globale exprimée. La prise en compte de l'orientation sexuelle n'a été exprimée explicitement que par un acteur du Sénégal, qui évoque la mise en place d'un comité national de veille et d'alerte sur les cas de violations des droits des HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes) et des travailleuses du sexe.

Il peut être interprété que les acteurs de la société civile ouest africaine maîtrise bien la notion du monde auquel ils aspirent, et que dans le principe ce monde n'exclut aucune couche de la population.

4.3.1.1. Les problématiques objets des revendications

Ce chapitre traite des revendications les plus visibles portées par les acteurs de la société civile des pays enquêtés.

Les données recueillies montrent qu'il y a des revendications concernant les droits de l'homme en général, et des revendications spécifiques à des problématiques précises ou des groupes de populations spécifiques.

Ainsi, il est noté que dans tous les pays, les acteurs de la société civile revendiquent le respect des droits humains pour tous. Cette revendication est le socle de toutes les autres revendications spécifiques qui suivent.

Les problématiques faisant objet de revendications spécifiques sont :

- **Le genre et le développement:** Le genre où la société civile demande une budgétisation des politiques de développement en tenant compte des besoins spécifiques de chaque couche sociale. Elle demande également à ce qu'il soit mis fin aux inégalités et discriminations systématiques et systémiques, qu'elles soient de fait ou de droit. La question de la promotion et de la protection des droits des femmes est assez centrale également dans cette problématique, dans laquelle les acteurs demandent un meilleur accès des femmes à la justice.
- **La lutte contre la pauvreté:** Le développement durable et la lutte contre la pauvreté sont abordés par un nombre important des acteurs de la société civile. Ils dénoncent notamment la lutte contre la corruption et l'impunité, la vie chère (l'inflation du coût de la vie), l'accès des jeunes à l'emploi et le déséquilibre dans les échanges commerciaux entre le Nord et le Sud.
- **La démocratie et la fin des conflits militaires:** La démocratie et la gestion des conflits constituent également un axe central des revendications de la société civile dans la sous-région. Elle revendique surtout plus de transparence dans les élections et militent pour la paix dans la sous-région. Elle est très active face aux conflits post-électorales et à la montée de l'extrémisme islamique qui touchent plusieurs pays de la région.
- **Accès à la santé universelle:** L'accès aux soins de santé apparaît également dans les revendications de tous les pays, où le slogan de « la santé pour tous » est repris par les acteurs de la société civile. Les revendications les plus précises dans le domaine concernent la subvention des soins de santé pour faciliter l'accès des plus pauvres aux soins et la lutte contre la discrimination de certains groupes spécifiques, tels que les PVVIH, les homosexuels et les professionnels du sexe, dans les centres de santé.
- **Accès à l'éducation:** L'éducation pour tous est également présente dans les revendications de tous les pays. Les acteurs demandent l'accès universel des enfants à l'éducation primaire,

la mise en place de programmes informels pour les adolescents non scolarisés et l’alphabétisation des femmes, surtout celles qui sont en milieu rural.

4.3.1.2. Les bénéficiaires des revendications

Les groupes spécifiques bénéficiaires de ces revendications sont notamment :

- **Les femmes et les enfants** pour lesquels il est demandé le respect de leurs droits, l’amélioration de leurs conditions sanitaires. Plus spécifiquement pour les femmes, il est revendiqué leur accès à la justice, à de l’emploi respectable, le droit à la terre, ainsi que la protection contre les violences. Les enfants sont les bénéficiaires des revendications pour l’éducation pour tous et la protection contre le travail illicite.
- **Les adolescents et les jeunes** pour lesquels il est revendiqué le droit à l’emploi et à la santé, notamment la santé de la reproduction.

- **Les populations pauvres** qui sont prises en compte dans les revendications concernant une meilleure affectation des ressources.
- **Les PVVIH, les homosexuels et les professionnels du sexe** qui sont principalement défendus dans les revendications du droit à la santé.
- **Les personnes vivant avec un handicap** font très peu l’objet de revendications de justices sociales, surtout de la part des ONG africaines. Cependant elles sont demandeuses des droits revendiqués par tous les bénéficiaires cités ci-dessus à cause de leur vulnérabilité due à leur handicap.

Tableau 4: Les bénéficiaires par thématique de revendications

Problématiques	Bénéficiaires				
	Femmes	Enfants	Adolescents et jeunes	Populations pauvres	PVVIH, homosexuels, professionnels du sexe
Droits humains					
Genre					
Développement durable					
Droits à la santé					
Droits à l’éducation					

4.3.2. Les revendications des personnes LGBTQ

Il est intéressant d’aborder dans cette analyse les revendications des personnes LGBTQ par rapports à leurs droits, afin d’apprécier leurs interrelations avec les revendications des autres acteurs de revendication de justice sociale. Il s’agit de partir des droits sociaux, économiques et civils universels pour spécifier la déclinaison pour les personnes LGBTQ. Le tableau suivant résume cette analyse:

Tableau 5: Les revendications des LGBTQ liées aux droits socio-économiques

Droits Sociaux	Revendications des LGBTQ
Droits du travail	Ne pas se baser sur l'orientation sexuelle ni l'identité du genre d'une personne pour lui refuser un travail pour lequel elle est parfaitement qualifiée. Et permettre à cette personne de jouir des mêmes avantages que les autres employés.
Droit à l'éducation	Garantir un environnement sain permettant l'épanouissement sur le plan de l'éducation et le respect sans discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité du genre.
Droits culturels	Permettre aux personnes LGBTQ de participer librement aux événements culturels et encourager le dialogue entre les groupes ayant des points de vue différents sur l'orientation sexuelle et de l'identité du genre.
Droit au meilleur état de santé physique et mentale possible	Garantir la confidentialité des établissements de santé de l'orientation sexuelle et de l'identité du genre du patient et développer des services et programmes appropriés.
Droit à un logement adéquat	Ne pas se baser sur l'orientation sexuelle et de l'identité du genre réel ou supposée pour refuser un contrat de location à une personne. Permettre à une personne LGBTQ d'avoir un logement décent.
Droit à une nourriture suffisante	L'orientation sexuelle et de l'identité du genre d'une personne ne doit être en aucun cas un motif pour non accès à une nourriture suffisante
Droit à la reconnaissance de son genre	Le droit de vivre son orientation sexuelle et son identité du genre sans être poursuivi par la justice pénale. Il est la condition primordiale pour accéder aux autres droits.

En plus de ces droits sociaux et économiques, les personnes LGBTQ méritent les mêmes droits civiques revendiqués par les acteurs de la société civile, notamment la liberté d'expression et le droit à la protection contre les agressions physiques, ainsi que le droit de participer à la vie politique de leur pays, sans considération de leurs orientations sexuelles. Le tableau suivant résume les revendications spécifiques des personnes LGBTQ par rapport à ces droits universellement reconnus:

Tableau 6: Les revendications des LGBTQ liées aux droits civils

Droits Civil	Revendications des LGBTQ
Droits à une jouissance universelle des droits humains	Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Les êtres humains de toutes orientations sexuelles et identités de genre peuvent se prévaloir d'une pleine jouissance de tous les droits humains.
Droits à l'égalité et à la non-discrimination	La loi doit interdire toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Elle doit garantir à toute personne une protection égale et efficace contre ce genre de discrimination.
Droit à la reconnaissance devant la loi	Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.
Droit à la vie	Tout individu a droit à la vie. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie y compris pour des considérations ayant trait à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.
Droit à la sûreté de sa personne	Tout individu, indépendamment de son orientation sexuelle ou de son identité de genre, a droit à la sûreté de sa personne et à la protection de l'Etat contre les voies de fait ou les sévices, qu'ils soient infligés par des agents gouvernementaux ou par tout autre individu ou groupe.
Droit à la vie privée	Chacun, indépendamment de son orientation sexuelle et de son identité de genre, peut se prévaloir de la jouissance de son droit à la vie privée, sans qu'il y ait immixtion arbitraire, ni illégale, y compris à l'égard de sa famille, de son domicile ou de son domicile.
Droit à la reconnaissance de son genre	Le droit de vivre son orientation sexuelle et son identité du genre sans être poursuivi par la justice pénale. Il est la condition primordiale pour accéder aux autres droits.
Droit de ne pas être arbitrairement privé de sa liberté	Nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu. L'arrestation ou la détention fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité du genre, qu'elle soit conforme ou non à un ordre de la cour, est arbitraire.
Droit à un procès équitable	Toute personne a droit à être entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi.
Droit à un traitement humain lors de la détention	Toute personne privée de sa liberté doit être traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

En résumé, les personnes LGBTQ demandent une égalité d'accès aux droits universels, qu'ils soient sociaux, économiques ou politiques.

4.3.3. Points de vue des acteurs de la justice sociale sur les droits des LGBTQ

Les points de vue des acteurs de la justice sociale sur la légitimité et la pertinence des revendications concernant les droits des LGBTQ divergent selon souvent leurs domaines d'interventions et leur pays. Les organisations intervenant dans le domaine de la santé sont sans équivoque favorables à la prise en compte des droits des LGBTQ dans leurs revendications. Cela s'explique sans doute par la forte sensibilisation sur les problèmes de santé rencontrés par ces groupes cibles, et l'inclusion de leur prise en compte dans les critères de financement des projets et programmes.

Au regard des réponses exprimées au cours de l'enquête, les pays où les acteurs de la société civile sont plus sensibles aux droits des personnes LGBTQ sont le Togo, le Burkina Faso, le Bénin et le Sénégal. Dans ces pays, on rencontre des acteurs engagés qui incluent les droits des personnes LGBTQ dans leurs démarches, mais surtout des acteurs acceptant l'existence de ces personnes, sans être prêtes à engager des actions pour revendiquer leurs droits.

Quel que soit les cas, ces acteurs justifient leurs positions par le fait qu'ils luttent pour le bien-être de toutes les catégories socio-professionnelles. Ils considèrent que tout être humain a le choix et le droit de sa préférence sexuelle. Donc loin de les juger, ils pensent que chacun est libre d'adopter selon sa conscience et son opinion son orientation sexuelle. Selon un des acteurs rencontrés: **«c'est leurs préférences sexuelles donc personne n'a le droit de les exclure de la société. Ce sont des citoyens à part entière qui doivent bénéficier de tous les droits comme tout autre citoyen»**. Un autre renchérit en disant, **«Les personnes homosexuelles sont des personnes comme les autres; ils jouissent des mêmes droits et donc bénéficient de nos actions au même titre que les hétérosexuels par exemple»**. Il existe des initiatives de plaidoyer pour donner la voix à des leaders homosexuel-le-s et travailleurs du sexe dans la réponse au VIH, au Sénégal, au Burkina Faso et au Togo.

Mais si les acteurs intervenant dans la santé, et particulièrement sur le VIH/Sida, arrivent à développer des programmes et des messages incluant les personnes LGBTQ, ce n'est pas le cas des autres acteurs intervenant dans le genre, l'éducation et le développement durable. Un responsable d'une organisation a avoué que **«pour l'instant nous n'avons aucun programme en faveur du respect des droits de ce groupe (NDRL les LGBTQ). Même si nous reconnaissons que c'est un groupe vulnérable, vu la sensibilité du sujet notre organisation n'est pas encore prête à travailler sur ce sujet sensible»**.

Bien que la sensibilité du sujet soit le plus souvent avancée pour justifier l'absence de débat au sein des organisations de la société civile, tel que c'est le cas au Burkina Faso, d'autres raisons sont également évoquées. Des acteurs pensent que les LGBTQ

n'existent pas dans la réalité, mais seraient une pure invention de l'Occident. Les droits des personnes LGBTQ ne peuvent donc pas faire partie de leurs revendications, parce que ce n'est pas une préoccupation réellement vécue par les populations. D'autres reconnaissent leurs existences, mais ne voient pas en quoi elles sont victimes de violation de droits. Pour eux, ceux qui se plaignent le font auprès de partenaires extérieurs pour juste obtenir des droits de séjour dans des pays européens.

En Guinée, en Côte d'Ivoire et au Cameroun, les acteurs rencontrés ont été plus virulents contre les personnes LGBTQ. Pour l'un d'entre eux **«à l'origine, ces pratiques impures n'existaient pas, donc nous pensons qu'il ne faut pas encourager de telles pratiques dans notre pays, nous ne luttons pas contre eux mais nous n'encourageons pas»**. Il pense alors que chacun doit appliquer une gestion responsable de sa sexualité en tenant compte des valeurs fondatrices de notre société: **«Notre pays, nos sociétés sont réglementés par des textes bibliques et coraniques. Par rapport à ces textes cette pratique est contre nature, donc nous ne travaillons pas sur des réclamations en faveur des homosexuels»**.

Pour plusieurs de ces acteurs, leur religion ne leur permet pas d'aborder ce genre de sujet, **«c'est dénaturer ce que Dieu a établi, les gays et autres personnes du genre n'ont pas leur place dans ce monde»**.

4.3.4. Revendications des LGBTQ versus revendications des autres acteurs

L'analyse des revendications spécifiques des LGBTQ et celles d'une manière générale des autres acteurs de revendications de justice sociale montre quelles sont globalement les mêmes. Les personnes LGBTQ demandent à bénéficier des mêmes droits que tous les êtres humains. La revendication qui pourrait apparaître comme nouvelle est celle concernant la reconnaissance de l'orientation sexuelle. Cependant, cette revendication n'est pas aussi nouvelle ou particulière que cela. Elle se retrouve pleinement dans la revendication de tous les acteurs au sujet de la non-discrimination liée au genre. C'est cette revendication qui permet la protection et la promotion de groupes spécifiques tels que les enfants, les femmes, les personnes touchées par un handicap et les populations indigentes.

Le point d'achoppement réside donc dans la reconnaissance des personnes LGBTQ comme des groupes de genre à part entière, au même titre que les autres groupes.

4.4. Les conclusions de l'enquête

- Il apparaît dans l'analyse de ses différentes opinions qu'il y a une insuffisance de visibilité des personnes LGBTQ et une méconnaissance des violations de leurs droits, qui peuvent justifier le faible engagement des acteurs de revendications de justice sociale à intégrer leurs causes dans leurs revendications.
- L'orientation homosexuelle et l'identité du genre sont perçues par les acteurs de revendication de justice sociale comme un choix délibéré mais non comme un statut que les personnes LGBTQ assument. Cette perception semble être la racine de l'intolérance vis-à-vis des LGBTQ, parce que les acteurs ne parviennent pas à s'expliquer le choix de ces personnes pour des pratiques qu'ils trouvent contre nature.
- La FIDH et Amnesty International sont les acteurs ayant manifesté des prises de positions officielles face aux violations des droits des personnes LGBTQ. La problématique semble être un tabou au sein de la plupart des organisations où la question n'est pas discutée officiellement. Les avis collectés sont plus des positions des personnes enquêtées que la position de leurs organisations.
- La discrimination des personnes LGBTQ dans les revendications constitue une injustice faite à ces personnes par les acteurs de revendications de justice sociale. En tout état de cause, les acteurs de la société civile pourraient perdre leur légitimité et leur crédibilité d'être des défenseurs des droits universels de l'homme.

5

Recommandations

Sur la base des résultats des informations collectées, nous faisons les recommandations suivantes pour renforcer la prise en compte de la problématique des droits des personnes LGBTQ dans les revendications de justice sociale:

- **A l'endroit des personnes LGBTQ:** Mettre en place une stratégie de sensibilisation des acteurs de revendication de justice sociale sur les droits des personnes LGBTQ. Cette sensibilisation doit être une priorité par rapport au plaidoyer sur les décideurs, bien que les deux stratégies soient indispensables et complémentaires. Les messages doivent surtout, mais pas seulement cela, mettre l'accent sur les faits que l'orientation sexuelle et l'identité du genre ne sont pas des choix, mais plutôt un statut à assumer, ainsi que la revendication des droits de l'homme ne peut s'accommoder d'exclusion de catégories de personnes sur la base de considérations morales.
- **A l'endroit des organisations de la société civile:** Mener des réflexions formelles sur le droit des personnes LGBTQ par rapport aux revendications portées. Cette réflexion devrait partir du caractère universel et non discriminatoire des droits humains, pour apprécier de manière objective la position à adopter vis-à-vis des droits des personnes LGBTQ.

Conclusion

6

L'histoire des droits de l'homme montre que les droits qui semblent bien évidents de nos jours n'ont pourtant pas été facilement acquis. Tout comme il a été difficile d'obtenir entre autres la reconnaissance de la race noire comme une espèce humaine à part entière, et la femme comme un genre ayant les mêmes droits que l'homme, il faudra sans doute un parcours semé d'embûches pour arriver à la reconnaissance des personnes LGBTQ. Cependant, il serait regrettable que l'histoire retienne que les acteurs de revendication de justice sociale ont été les complices ou les acteurs de violation des droits de ces personnes, en total contradiction avec leur engagement. La présente cartographie a pour but de leur rappeler leur devoir de protection de toute personne humaine, quel que soit les différences, notamment liées aux orientations sexuelles. QAYN en s'engageant dans la réalisation de cette cartographie doit continuer sur la même lancée afin que cela reste présent dans l'esprit de chaque acteur de la société civile africaine.



www.qayn-center.org